

**OBJET GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM DE LA REUNION
POUR LA REALISATION DE L'OPERATION « BOGALET »
DE 19 LOGEMENTS PLS A L'ALLEE DES SERPENTINES
A BELLEPIERRE (CONSTRUCTION) EN ANNULATION
ET REMPLACEMENT DE LA DELIBERATION N° 07/5-43
DU 14 DECEMBRE 2007**

Lors de la séance du Conseil Municipal du 14 décembre 2007, par Délibération n° 07/5-43, la Commune de Saint-Denis a accordé sa garantie d'emprunt à hauteur de 80 %, pour l'opération BOGALET de 19 logements PLS.

Par courriers en date du 12 février 2009 et 10 mars 2009, la SA D'HLM de la Réunion nous demande d'annuler la Délibération précitée et de la remplacer par la présente.

En effet, afin de ne pas trop subir les fluctuations du Livret A, les caractéristiques financières ont changé. Les annuités et les amortissements passent d'une double révisabilité normale à une double révisabilité limitée.

La Commune de Saint-Denis accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de 1 149 526,40 € (un million cent quarante neuf mille cinq cent vingt six euros et quarante centimes) représentant 80 % d'un emprunt avec préfinancement d'un montant de 1 436 908,00 € que la SA D'HLM de la Réunion se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt est destiné à financer l'opération BOGALET, construction de 19 logements, Allée des Serpentes, Bellepierre, Saint-Denis.

Les caractéristiques du prêt PLS construction consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Durée du préfinancement	8 mois,
Echéances	annuelles,
Durée de la période d'amortissement	30 ans,
Taux d'intérêt actuariel annuel	3,88 %,
Taux annuel de progressivité	0,00 %,
Révisabilité des taux D'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs. En conséquence, les taux du Livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt garanti par la présente Délibération.

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt, soit huit mois de préfinancement au maximum suivi d'une période d'amortissement de trente ans, à hauteur de la somme de 1 149 526,40 €, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période.


Rapport n° 09/2-18

Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

La Commune ayant la capacité financière de garantir cet emprunt, je vous demande de vous prononcer sur cette affaire et, dans l'affirmative :

- au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, de prendre l'engagement d'en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;
- de prendre l'engagement pendant toute la durée du prêt de libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt ;
- de m'autoriser à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

 LE MAIRE
Gilbert ANNETTE

**OBJET GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM DE LA REUNION
POUR LA REALISATION DE L'OPERATION « BOGALET »
DE 19 LOGEMENTS PLS A L'ALLEE DES SERPENTINES
A BELLEPIERRE (CONSTRUCTION) EN ANNULATION
ET REMPLACEMENT DE LA DELIBERATION N° 07/5-43
DU 14 DECEMBRE 2007**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 ;

Vu le Code Monétaire et Financier, notamment l'article R. 221-19 ;

Vu le Code Civil, notamment l'article 2298 ;

Vu la Délibération n° 07/5-43 du 14 décembre 2007 ;

Sur le RAPPORT N° 09/2-18 du Maire ;

Vu le rapport de Madame ORPHE Monique, 1ère Adjointe, présenté au nom des Commissions Affaire Générale/ Entreprise Municipale, et Aménagement/ Développement Durable ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

ARTICLE 1 Annule la Délibération n° 07/5-43 du 14 décembre 2007 susvisée et la remplace par la présente.

ARTICLE 2 Accorde à la SA D'HLM de la Réunion la garantie de la Commune de Saint-Denis pour le remboursement de la somme de 1 149 526,40 € (un million cent quarante neuf mille cinq cent vingt six euros et quarante centimes) représentant 80 % d'un emprunt avec préfinancement d'un montant de 1 436 908,00 € que ladite Société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt est destiné à financer l'opération BOGALET, construction de 19 logements, Allée des Serpentes, Bellepierre, Saint-Denis.

ARTICLE 3 Les caractéristiques du prêt PLS construction consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Délibération n° 09/2-18

Durée du préfinancement	8 mois,
Echéances	annuelles,
Durée de la période d'amortissement	30 ans,
Taux d'intérêt actuariel annuel	3,88 %,
Taux annuel de progressivité	0,00 %,
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs. En conséquence, les taux du Livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt garanti par la présente Délibération.

ARTICLE 4 La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt, soit huit mois de préfinancement au maximum suivi d'une période d'amortissement de trente ans, à hauteur de la somme de 1 149 526,40 €, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période.


Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

ARTICLE 5 Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, prend l'engagement d'en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 6 Prend l'engagement pendant toute la durée du prêt de libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

ARTICLE 7 Autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 4 MAI 2009

 LE MAIRE
Gilbert ANNETTE